

## Burundi : les critiques se multiplient contre la gestion de l'épidémie de mpox

RFI, 17/12/2024 Deuxième pays du monde le plus touché par la maladie après la RDC, le Burundi ne publie plus, depuis un peu plus de trois mois, son rapport journalier sur l'évolution de l'épidémie de mpox, contrairement à ce qu'il faisait sur le compte X du ministre burundais de la Santé dans les semaines qui ont suivi l'apparition du virus sur son territoire, le 25 juillet. Alors que de nombreux cas sont toujours détectés sur place, des voix commencent à s'élever pour critiquer la gestion de la crise par les autorités.

Silence radio sur la situation préoccupante dans certaines régions du pays, médias interdits d'accès aux centres de traitement tel que celui qui se trouve dans le centre hospitalo-universitaire de Kamenge, dans le nord de Bujumbura, alors qu'il s'agit du principal foyer de la maladie : face à la réponse apportée par les autorités à l'épidémie de mpox qui touche actuellement le Burundi, un médecin dénonce une « gestion catastrophique de [la crise sanitaire] comme il y a trois ou quatre ans, à l'époque du Covid ». La stratégie du gouvernement interroge d'autant plus que cette absence de sensibilisation de la population alors que de nombreux cas de mpox continuent d'être diagnostiqués chaque jour conduit à un non-respect des mesures barrières instaurées : que ce soit dans les bus, dans les églises ou aux réunions du parti au pouvoir, la plupart des gens affluent sans prendre de précaution, faute d'informations. « Les autorités font l'autruche : elles ferment les yeux et font comme si cette épidémie n'existait pas », reprend ce même médecin qui a requis l'anonymat. 40 nouveaux cas par jour en moyenne « Malheureusement, on constate clairement que le virus progresse et qu'il n'est pas encore maîtrisé. La courbe épidémiologique en dents de scie en témoigne », relève pour sa part l'épidémiologiste qui a eu accès à des statistiques récentes transmises à RFI. Celles-ci montrent qu'entre le début de l'épidémie, à la fin du mois de juillet, et le 12 décembre dernier, 50 % des 5 339 tests de dépistage réalisés se sont révélés positifs dans 46 des 49 districts sanitaires que compte le Burundi - l'équivalent de 40 nouveaux cas par jour en moyenne, alors même que de nombreux autres cas suspects ne sont pas investigués et que d'autres encore s'évanouissent dans la nature, comme le reconnaît le rapport. Parmi les autres décisions qui surprennent, médecins et scientifiques soulignent aussi le refus du gouvernement burundais de vacciner les personnes à risque, comme le font pourtant ses voisins. « Il est bien difficile de comprendre pourquoi, alors que le Burundi est le deuxième pays le plus touché au monde par le virus de la variole du singe après la RDC », déplore l'épidémiologiste cité plus haut.